

Grogne des agents des Finances contre la suppression de 27 postes

Hier, à 9h15, une centaine de salariés de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) manifestait devant leur centre de la rue Saint-Bernard, à Toulon, à l'appel des syndicats ⁽¹⁾.

« Vingt-sept postes seront supprimés dans le Var, le 1^{er} septembre prochain », dénonce Frédéric Bres, secrétaire départemental Force ouvrière. « Des emplois de catégorie B et C, les "petites mains", celles qui assurent le suivi du travail, les relations avec le public ». « On a besoin de ces emplois à DGFIP », estime Maurice Roux, secrétaire adjoint départemental du syndicat Solidaires. Ils sont socialement utiles et économiquement rentables. »

Un pas en avant à Vert-Coteau

Ce conflit s'ajoute à celui du centre des impôts Vert-Coteau. « Nous avons constaté la présence d'amiante dans les dalles du sol et la colle des bâtiments. Depuis le printemps 2014, nous demandons des interventions. Mais la direction ne s'y est pas engagée », déplore Maurice Roux.



Devant le centre des finances publiques hier, les manifestants attendaient d'être reçus par leur direction pour entamer les négociations. (Photo F. G)

Entre 9h30 et 11h30, les personnels ont été reçus par Guy Robert, le directeur départemental, lors d'un comité d'intérêt local. Les agents ont exprimé leur colère concernant les suppressions d'emplois. Notamment ceux existant mais qui ne sont pas pourvus à cause d'agents en arrêt maladie, « environ une centaine de postes pourrait être pourvue dans le Var, mais les chaises des bureaux restent inoccu-

pées », s'indigne Maurice Roux.

Concernant les locaux amiantés de Vert-Coteau, la direction a fait un pas en avant. Un bureau d'études a été recruté pour définir les conditions de désamiantage. Le patron s'est engagé à restituer les résultats du bureau d'études mi-février, suivi d'un appel d'offres aux entreprises courant mars, avant de se projeter sur un début du chantier au premier semestre 2015.

Une fois la rencontre terminée, les syndicats se sont réunis. Ils se disent prêts à exercer un droit de retrait, si le mercredi 18 février, les informations remises par le bureau d'études ne leur sont pas dévoilées. En attendant, les agents ont repris le travail après leur pause de midi.

FLORIAN GUARDIOLE
fguardiole@nicematin.fr

1. Solidaires finances publiques, FO DGFIP, CGT 83, CFDT et CFTC.